

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1150 du 9 mars 2013 | www.libres.org
1981-2013 | 32ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



SOMMAIRE DU N°1150

EDITORIAL : La prime à la casse pp. 1-2

CONJONCTURE : Croissance : cherchez l'erreur pp. 3-4

ACTUALITÉ : Wall Street au sommet : pourquoi ? p. 4 - Hommage à Chavez p. 5 - Fléxisécurité à la française p. 5

CONNAISSANCE DE L'ECONOMIE : p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

La prime à la casse

Je ne vais pas vous entretenir de cette mesure stupide qui consiste à relancer l'industrie automobile et à protéger l'environnement en supprimant le parc de vieilles voitures afin de les remplacer par des neuves, qui viennent garnir les carnets de commande de nos constructeurs et sauver notre planète d'un mortel réchauffement climatique. Comme cela a été vécu après la baladurette, la jupette, la première puis la deuxième prime à la casse, les voitures achetées en l'an n ne seront plus achetées en n+1. Il faudrait aussi savoir si les voitures achetées sont des Peugeot ou des Renault : les partisans du « made in France » pourraient déchanter. Quant à la planète, elle mène sa vie sans s'occuper des automobiles.

Non, je veux vous parler de la prime à la casse accordée par le droit français à tous ceux qui, avec constance et talent, s'emploient à saboter notre économie et au premier rang les syndicalisés de la CGT et autres centrales d'extrême gauche. Ces braves gens s'ingénient depuis des années à faire disparaître des pans entiers de l'industrie. La construction, la réparation navale et bien sûr la Compagnie Générale Transatlantique hier et aujourd'hui la SNCM (Corse Méditerranée) doivent leur anéantissement à la CGT. Vive le « France » ! C'est au tour maintenant des industries du pneumatique (hier Continental, aujourd'hui Goodyear), de la sidérurgie, de la mécanique, etc. Monsieur Taylor a scandaleusement dénoncé les agissements des cégétistes. >>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

La prime à la casse (suite)

Mais voici que le Sénat vient de voter un texte, qui sera bientôt soumis à l'Assemblée, pour amnistier systématiquement les syndicalistes coupables de dégradations matérielles à l'occasion de conflits du travail et passibles jusque là d'une peine de cinq ans de prison. C'est ce que l'on appelle « l'amnistie sociale », dont la sénatrice PS, Annick Lepetit, explique que « c'est un bon équilibre entre l'état de droit et la paix sociale ». En d'autres termes, la paix sociale justifie qu'on en oublie l'état de droit. D'ailleurs la casse n'est-elle pas une arme de « paix sociale » ?

“ La casse apporte la paix sociale ”

Je souhaiterais pour ma part que l'on élargisse cette disposition à tous les casseurs de l'économie et de la société françaises. Mais la liste en serait trop longue à établir, depuis les ministres et les politiciens qui prêchent le « made in France », jusqu'aux paysans qui pillent les grandes surfaces, en passant par les squatters roumains ou autres, les sans papier, sans domicile, ou encore les femènes qui envahissent Notre Dame de Paris. Qu'on le sache : le droit français s'arrête désormais aux portes du corporatisme, de la marginalité, et mieux encore, de la moralité.

Cette législation pro-casseurs apporte une double lumière : d'une part, sur ce que les socialistes et quelques autres appellent le droit, d'autre part,

sur ce que l'on appelle l'égalité devant la loi.

Jean Rouxel, dans un éditorial des 4 vérités, rapporte les propos du sénateur Jean Pierre Michel, rapporteur de la loi Taubira devant la haute Assemblée : « Ce qui est juste, c'est ce que dit la loi. Et celle-ci ne se réfère pas à un ordre naturel, mais à un rapport de force à un moment donné ». Cette sentence est en écho de la fameuse apostrophe d'André Laignel en 1981 : « Vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaires ». Voilà de quoi réjouir tous les positivistes, tous ceux qui pensent que la loi c'est la loi, et qui confondent ainsi la législation et le droit. Ils nient toute référence à quelque valeur morale ou naturelle, du moment que ceux qui fabriquent un texte ont été démocratiquement élus : de quoi rendre « justes » les lois qui ont permis d'asseoir Hitler et Staline, ou Pol Pot.

“ La loi, est-ce la loi du plus fort ? ”

D'autre part, comment prôner en même temps l'égalitarisme et le « rapport de force » ? La lutte des classes rend les hommes inégaux : ceux qui sont du bon côté et ceux qui sont du mauvais. Ceux-là ont tous les droits et font le droit, ceux-ci doivent se soumettre. C'est toujours la dialectique marxiste qui prévaut : mais tandis qu'hier les exploités étaient les capitalistes et la loi devenait un instrument d'op-

pression du prolétariat, désormais il est permis aux anti-capitalistes, syndicalistes et autres, de faire une loi qui opprime les autres, réduisant puis supprimant la liberté.

C'est un degré nouveau qui vient d'être franchi dans le désordre social : alors que jusqu'à présent quelques-uns échappaient au droit commun parce qu'ils s'étaient vu reconnaître un privilège (priva lex : loi privée), désormais une majorité politique « démocratique » fabrique le droit commun. Les plus forts imposent leur loi : où est l'égalité entre les citoyens ? Les Français sont tous égaux, mais les uns le sont plus que d'autres. Les Français les plus égaux sont les casseurs ; naguère on les appelait des hors-la-loi, aujourd'hui ils dicent leur loi.

Nous voici soumis à « la force injuste de la loi », comme disait François Mitterrand. L'égalité n'est plus qu'un mythe, la liberté le sera bientôt. De quoi peut-être s'en soucier.

Jacques Garelo

CROISSANCE : CHERCHEZ L'ERREUR

Dans une rubrique précédente, nous avons évoqué les prévisions peu réjouissantes de la Commission européenne concernant la croissance de la zone euro en général et de la France en particulier. Mais ne faisons pas du nombrilisme européen ! L'économie mondiale n'est pas nécessairement réglée à l'heure européenne. Tout au contraire, le contraste est saisissant entre une Europe en récession et un monde globalement en expansion. Une vraie frontière sépare les pays qui ont accepté les réformes et ceux qui restent figés sur les conservatismes et les avantages acquis.

La zone euro en récession

Nous n'avons jamais été des inconditionnels des prévisions à 0,1% près, reposant sur des hypothèses dont le biais idéologique (keynésien) fait que le résultat est conforme aux a priori que l'on avait mis dans le modèle. Mais quand tous les chiffres vont dans la même direction, il faut bien se poser quelques questions, surtout quand les écarts entre pays sont considérables. Sans revenir sur les détails, rappelons qu'en 2012 la zone euro a été en récession, avec un recul du PIB de 0,6% et qu'en 2013 elle devrait rester en récession, avec un recul de 0,3%. « L'amélioration » est inférieure à la marge d'erreur. La situation est assez grave pour qu'on envisage une nouvelle poussée du chômage, passant de 11,4% de la population active à 12,2%.

Les commentaires s'étaient focalisés la semaine dernière sur la France, parce qu'on découvrait avec surprise (!) que la croissance ne serait pas de 0,8%, comme le soutenait le gouvernement, mais de 0,1% : autant dire 0%. Nous n'avons eu aucun mérite à émettre des doutes, puisque les organismes internationaux (FMI, OCDE,...) comme des instituts privés étaient unanimes sur le fait que la croissance serait inférieure aux prévisions gouvernementales. De plus, peut-on imaginer une reprise, alors que les impôts progressent et que les vraies réformes sont renvoyées aux calendes grecques ? Dans ces conditions, la cible des 3% de déficit public a été également

manquée ; on sera à 3,7% et même 3,9% l'année prochaine. La seule rigueur que l'on ait pratiquée en France en 2012 aura été la rigueur fiscale, de nature à détruire la matière imposable : moins de recettes par conséquent, et des dépenses toujours inconsidérées.

Ils ne mouraient pas tous...

Mais revenons à la zone euro. En 2013, quatre pays tireront leur épingle du jeu avec une croissance supérieure à 1%. Deux d'entre eux, la Slovaquie et l'Estonie, sont des pays anciennement communistes ; ils avaient enduré la logique étatiste jusqu'au bout de la « route de la servitude » ; mais cela les a décidés à mettre en œuvre des réformes radicales allant dans le sens d'une grande liberté, d'une fiscalité moins spoliatrice et moins progressive, et d'une flexibilité généralisée. Remarquons que l'Estonie, avec un déficit public quasi-nul (0,4%) et 3% de croissance montre bien que le mythe keynésien de la relance budgétaire n'a d'autre consistance qu'idéologique. D'ailleurs l'Allemagne, qui n'aura certes que 0,5% de croissance, sera quand même dans le peloton de tête, alors que son déficit public est inexistant (-0,2%).

Si on laisse de côté le cas marginal de Malte, l'autre pays intéressant est l'Irlande, avec 1,1% de croissance (et même 1,5% selon certaines prévisions) Pour une fois, une analyse lucide est venue du journal Le Monde, titrant « le

rebond irlandais fait rêver Madrid et Lisbonne ». L'Irlande a été touchée fortement par la crise et les imprudences financières et monétaires, mais elle a su entreprendre des réformes courageuses. Le coût unitaire du travail a baissé de 27% depuis 2008 dans le secteur manufacturier. Les effectifs ont été réduits là où c'était nécessaire pour augmenter la productivité (en hausse de 25% !), les salaires ont baissé de 5,4%, les exportations ont redémarré, permettant un excédent commercial. Le « redressement productif » a été obtenu par une fiscalité modérée, notamment sur les entreprises, puisque le taux de l'impôt sur les sociétés est à 12,5 %, le plus faible d'Europe.

Croissance hors de la zone euro

Si l'on quitte l'Europe, en récession de 0,2%, on change de paysage. Les prévisions du FMI sont rassurantes. En 2013, la croissance devrait être de 8,2% en Chine, 5,9% en Inde, 3,7% en Russie, 3,5% au Brésil, 3,5% au Mexique, 2,8% en Afrique du Sud, 2% aux Etats-Unis, 1,8% au Canada, 1,2% au Japon, 1% au Royaume-Uni. Evidemment, la crise est là et il y a bien un ralentissement mondial, qui se traduit au niveau des échanges mondiaux. Mais la croissance se poursuit et les marchés mondiaux ne se sont pas effondrés.

Certes, on dira que dans la liste il y a surtout des pays émergents et qu'il est plus facile de progresser quand on part de zéro. >>

Croissance : cherchez l'erreur (suite)

Mais il y a longtemps que ces pays ont émergé et la croissance n'en demeure pas moins très soutenue. Dans la liste figurent aussi de grands pays développés (USA, Canada, Japon, Australie) qui se maintiennent entre 1 et 2,5% de croissance et pour lesquels la récession n'est plus qu'un mauvais souvenir de l'année 2009.

Réformes ou récession ? Il faut choisir !

Peut-on expliquer la rupture entre zone euro et reste du monde par la seule gestion de la monnaie européenne ? L'euro est un bouc émissaire facile. Sans doute l'absence de monnaie nationale empêche-t-elle les ajustements de changes de se faire, car certains pays ont des excédents commerciaux et d'autres des déficits. Mais nous avons montré que les dévaluations compétitives n'étaient qu'une illusion et ne remplacent jamais les réformes de fond. En revanche, il est vrai que la politique imprudente de la BCE n'a pas arrangé la situation. Mais

elle n'est pas la seule banque centrale à avoir commis des erreurs et ce n'est pas du côté des artifices des politiques monétaires qu'il faut chercher des solutions.

La question de fond se trouve dans l'acceptation ou le refus des réformes et des implications de la mondialisation. Ce sont les pays les plus ouverts qui s'en sortent le mieux : hors d'Europe, les pays émergents sont ceux qui ont joué le jeu du libre-échange et de l'ouverture des frontières. Plus un pays est protectionniste, plus il stagne ; ce n'est pas l'aide publique qui a sorti les pays pauvres de la misère mais la liberté du commerce : trade, not aid ! En Europe même, l'Irlande est un des pays les plus ouverts et ce n'est pas un hasard si l'Allemagne s'en sort moins mal que nous, même si le ralentissement de la zone euro a pesé sur ses exportations.

Enfin et non le moindre, il y a le poids des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires plus élevés qu'ailleurs, la progres-

sivité de la fiscalité, l'importance du secteur public, les rigidités du marché du travail (à propos des licenciements et du salaire minimum), le refus de la concurrence entre professions, la régulation, bref un Etat omniprésent et interventionniste. Des réformes ont-elles été entreprises ? Oui, et ceux qui s'en sortent le moins mal sont ceux qui les ont acceptées. D'autres pays, encore dans la tourmente aujourd'hui, ont au moins essayé de s'engager dans la voie des réformes (l'Espagne de Rajoy ou l'Italie de Monti). Mais la France reste prisonnière de l'idéologie et oppose un refus global aux réformes, à cause de la crispation sur les avantages acquis. Pourtant les Français ont le sentiment qu'on veut changer leur vie. Pas du tout : les dirigeants continuent à regarder l'heure au clocher du village et nous empêchent de respirer l'air du grand large.

Jean Yves NAUDET

Wall Street au sommet : pourquoi ?

Effet bénéfique de la relance monétaire ou retour à la rigueur budgétaire ?

14.000 points pour le Dow Jones en octobre 2007, 14.400 cette semaine : la crise est-elle oubliée aux Etats-Unis ?

Les commentaires en France ont vu dans ce record une conséquence heureuse de la politique de la FED. Ben Bernanke, son directeur, a confirmé la politique expansionniste pratiquée depuis des années maintenant, qui tend à tenir les taux d'intérêt les plus bas possibles. On dira encore, avec une pointe d'accent keynésien, que c'est le déficit budgétaire (5% du PIB) qui est à l'origine de cet optimisme des opérateurs américains.

D'autres observateurs ont un point de vue radicalement différent : le désaccord entre Républicains et Démocrates a entraîné le déclenchement du programme de réduction automatique des dépenses fédérales (en diminution de 85 milliards), ce qui pousse les Américains à penser que les Républicains n'ont en rien renoncé à l'assainissement des finances publiques. On anticipe ainsi la fin de l'ère Obama et tous les entrepreneurs en sont heureux : les Etats-Unis ont tourné la page des fantaisies et des gaspillages. Dans cette optique, les déclarations de Ben Bernanke ne sont qu'un épiphénomène, qui n'aura pour conséquence que la baisse du dollar.

Enfin, on ne peut pas oublier que des taux d'intérêt très bas rendent l'argent bon marché, voire gratuit, et l'argent est la matière première des boursiers. Ils peuvent donc racheter des actions très sous-évaluées à la suite de la crise pour une bouchée de pain.

On devrait savoir dans quelques semaines laquelle de ces interprétations est la bonne ; il est imprudent en tous cas d'y voir une nouvelle victoire du keynésianisme. Le juge de paix sera la croissance des entreprises américaines et la baisse du taux de chômage. •

Hommage à Chavez

Dictateur ami des dictateurs, ce révolutionnaire communiste a ruiné son pays

Nous laisserons à Jean Luc Melanchon le soin de prononcer l'éloge funèbre du commandant Chavez, et la disparition du bon président n'aurait pas lieu de retenir notre attention, si ce n'était de montrer à quel point l'idéologie peut conduire à rendre hommage à un homme détestable, nuisible à la démocratie et au développement.

Pendant un demi-siècle, le Venezuela avait été un pays libre, au contraire d'autres pays latino-américains où régnaient des dictateurs, comme l'Argentine, le Brésil ou le Chili. C'est le coup d'Etat fomenté par Chavez en 1992 qui a annoncé la fin de la démocratie. Comme à Cuba, la révolution « populaire » a pris des accents marxistes et anti-américains. Quand l'étoile de Fidel Castro a pâli, Chavez a pris le relais en créant le « forum anti-impérialisme » avec Evo Morales

en Bolivie et Daniel Ortega au Nicaragua. Son goût pour la dictature s'est mondialisé : ami de Kadhafi, de Bachar al-Assad, mais surtout de Ahmadinejad. Rien d'étonnant à ce que Vladimir Poutine et Hu Jintao aient salué la disparition « d'un martyr qui a servi son peuple et protégé les valeurs humaines et révolutionnaires », car tout le monde sait que le cancer dont il est mort a été inoculé par les services secrets des Etats-Unis.

Chavez laisse « son peuple » dans la misère. Disposant des réserves de pétrole les plus importantes du monde, le Venezuela de Chavez aura totalement manqué le train du développement. Son économie est toujours une mono production qui ne survit que par les ventes de pétrole aux Etats-Unis (paradoxe !), qui assurent les importations vitales, représentant 80% de la

consommation nationale. Le Venezuela importe aussi des médecins cubains qui soignent gratuitement les pauvres : voilà un vrai modèle social. Les richesses pétrolières gérées jadis par la compagnie nationale PDSVA ont été placées sous le contrôle direct de l'Etat, Chavez a chassé les directeurs et cadres pour les remplacer par ses amis, 14.000 personnes ont perdu leur emploi. Chavez a tout nationalisé, tout absorbé (comme les mines de fer par exemple). Ainsi la population connaît-elle épisodiquement des disettes, et subit-elle une inflation de plus de 20 %. Heureusement, elle bénéficie de « l'aide aux plus pauvres » apportée généreusement par Chavez, le créateur de la pauvreté. Pas question de se plaindre : l'opposition est bâillonnée, les référendums sont annulés, les juges emprisonnés. •

Flexisécurité à la française

Grèves et manifestations timides mardi. Et maintenant ?

Avant la présentation des accords passés entre patronat et syndicats «réformistes», la Gauche de Mélanchon, la CGT et FO voulaient une grande journée de grèves et manifestations. Ce fut un flop. Est-ce la promesse d'un total succès pour ces accords ?

A coup sûr, ils ont le mérite d'associer étroitement compétitivité et flexibilité du marché du travail, suivant le «modèle allemand» des lois Schröder – Hartz. Cette législation repose sur trois pièces maîtresses : la facilité de licencier, qui permet d'embaucher sans crainte, le chômage partiel, qui adapte la masse salariale aux aléas conjoncturels sans pour autant diminuer les effectifs, la libre négociation entre personnel et direction au niveau de l'entreprise, qui échappe ainsi aux rigidités des négocia-

tions collectives de branche ou nationales. Les récents accords n'ont pas retenu, ou pas ouvertement, ces trois éléments et y ont adjoint la promesse d'une extension des complémentaires santé pour les PME (sans craindre pour leur financement) et la présence syndicale dans les entreprises de moins de 50 salariés, qui pouvaient jusque là s'en passer, et au conseil d'administration des entreprises de plus de 5.000 salariés. Enfin, les CDD seraient «taxés».

En réalité, on observe de sérieuses failles dans ce texte. D'une part, rien de précis n'a été retenu en ce qui concerne la définition du licenciement «économique» et les procédures n'ont pas été modifiées. D'autre part, la libre discussion au sein de l'entreprise est suspendue au bon vouloir des «centrales» syn-

dicales, or les leaders des grandes «confédérations» n'ont ni l'intérêt ni l'intention de laisser les salariés régler leurs affaires avec leur patron.

Madame Parisot s'est réjouie de voir le dialogue entre partenaires sociaux enfin renoué sans intrusion de l'Etat (à ce jour) mais cette nouvelle harmonie (relative d'ailleurs) n'entrera pas dans les mœurs aussi longtemps que les leaders syndicaux garderont leurs privilèges, leurs finances (tenues secrètes évidemment). Aucune réforme du marché du travail ne sera efficace tant que la réforme des syndicats ne sera pas réalisée, dans le sens de la liberté, de la concurrence et de la transparence. La France attend des syndicats participatifs et dépolitisés. •

Je me suis efforcé jusqu'à présent de présenter tout ce qui sépare l'économie naturelle, avec ses lois conformes à la nature des hommes et de leurs relations, et l'économie artificielle que la politique nous fait subir. Mais pourquoi tant de rejet de l'économie naturelle ? J'ai évoqué précédemment deux prétextes du dirigisme économique : la « justice sociale » et l'élimination des crises. En voici un troisième : les gouvernants doivent faire le choix du futur.

Les choix du futur

Pour beaucoup de gens (y compris quelques économistes célèbres), le marché est « frappé de myopie ». Et s'il est peut-être en mesure de réaliser un équilibre instantané entre offre et demande, il ne nous dit rien sur les choix qui engagent le long terme.

Dans ces conditions, n'appartient-il pas aux autorités publiques de prendre en charge les grands chantiers du futur, de préparer l'avenir ?

« Gouverner c'est prévoir » disait jadis Pierre Mendès France et, pour lui faire écho, Pierre Massé, Commissaire Général au Plan de 1959 à 1966 déclarait : « Le plan, c'est l'anti-hasard ».

Les entrepreneurs scrutent l'avenir

La thèse de la « myopie du marché » révèle l'ignorance de l'économie naturelle et, en particulier, du rôle que jouent les entrepreneurs.

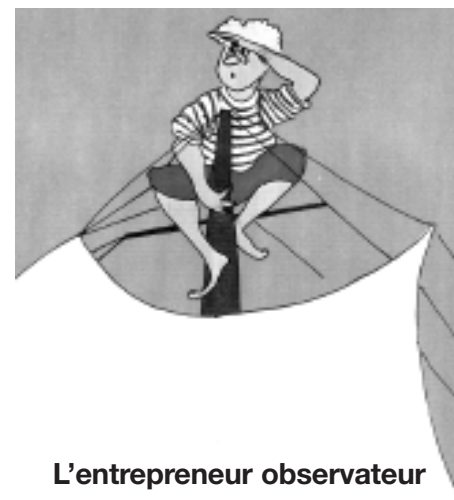
D'une part, ils laissent croire que les entrepreneurs ont le nez collé sur le guidon et ne voient pas plus loin que le prochain exercice comptable, gérant comme des boutiquiers au jour le jour. En réalité, l'innovation n'est pas un exercice de voyance : elle engage l'entreprise dans une nouvelle aventure, destinée à se prolonger. Les profits à la sauvette n'assurent pas la prospérité de l'entreprise et c'est l'entreprise qui forge

elle-même en grande partie son avenir. Il est vrai que la durée de vie des produits se raccourcit, pour de multiples raisons, mais à cela il est possible de répondre par des stratégies de diversification, par une connaissance approfondie des marchés et de leurs tendances. Le phénomène des « start up » a laissé croire que le succès n'est assuré que par des opérations à court terme, alors qu'il est prouvé que la plupart des start up se transforment en entreprises durables, ou entretiennent un flux permanent d'innovations. Les start up répondent ainsi à l'accélération du progrès technique, elle-même stimulée par les changements rapides intervenus dans les choix de consommateurs mieux informés et plus fortunés.

Les choix des entrepreneurs sont responsables

D'autre part, dans le jeu de l'innovation et de l'adaptation, les choix des entrepreneurs sont responsables, parce qu'ils engagent leur entreprise, leur patrimoine et qu'ils ont aussi le souci de conserver les ressources humaines et techniques qui font le succès de leurs affaires. L'entrepreneur n'est pas un joueur qui prendrait aveuglément des risques, il est l'observateur attentif du marché. C'est lui qui trouve de nouvelles clientèles pour de nouveaux biens ou services. Celui qui trouve garde : ce principe du « finder keeper » peut

jouer parce que l'entrepreneur a la propriété du profit qu'il réalise.



L'entrepreneur observateur

Les attaques contre le profit et l'entrepreneur conduisent, comme c'est le cas actuellement, à décourager l'esprit d'entreprise et à freiner la croissance. En fait, le seul hasard que les entrepreneurs ne puissent gérer, c'est celui des décisions arbitraires et du laxisme des politiques et des administrations. Paradoxalement, le hasard, c'est le Plan, le hasard c'est l'Etat.

L'avenir tel que le gèrent les gouvernants

La prétention des gouvernants de prévoir l'avenir et de substituer aux entrepreneurs et au marché est une « présomption fatale » (Hayek).

Elle participe de deux erreurs majeures.

La première consiste à croire que les dirigeants sont nantis d'un pouvoir divinatoire surhumain. Nul ne peut se mesurer au hasard, nul ne peut dans le domaine de l'économie comme dans bien d'autres anticiper de façon certaine les événements et, mieux encore, les comportements. On ne peut pas figer les situations, définir des réactions typiques. C'est évidemment le rêve de tout planificateur, mais on n'a jamais vu une planification centralisée et globale réussir où que ce soit ni en quelque période que ce soit. Et quand la réalité ne se plie pas aux prévisions des planificateurs, ils sont tentés de s'en prendre à la réalité, et quand les hommes démentent le plan, ils finissent par vouloir supprimer les hommes.

L'impuissance des planificateurs est masquée par les titres prestigieux qu'ils ont acquis : ils sont experts en tout, et forment une élite qui finit par oublier, sinon mépriser, le bon peuple. En réalité ces technocrates de haut rang, que l'on trouve dans les cabinets ministériels et à la tête des grandes administrations, ne connaissent rien de la réalité économique.



L'élite technocrate : elle sait tout

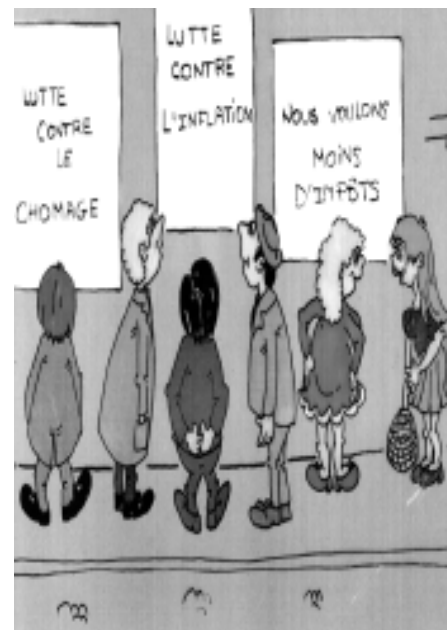
Leur savoir se limite à la vulgate macro-économique keynésienne, ils ont tous été formés dans le même moule, surtout en France où l'ingénieur issu des grandes écoles se croit omniscient et deviendra omnipotent après être passé par l'Ecole Nationale d'Administration et le corps des Inspecteurs des Finances...

L'horizon des gouvernants est électoral

La deuxième erreur consiste à croire que les hommes politiques sont obsédés par les grands projets, par l'intérêt général à long terme. La manière dont se comportent les décideurs publics a été analysée par les économistes de « l'école du Public Choice » où s'est illustré le prix Nobel d'Economie James Buchanan.

En fait, les grands projets n'intéressent les hommes politiques que quand ils les présentent, pour qu'ils portent à jamais leur nom quoi qu'il advienne. Ce qui les concerne par priorité, ce sont les prochaines échéances électorales. Leur souci est de capter des voix en prenant des mesures à effet immédiat, dont précisément les conséquences (le plus souvent néfastes) ne seront connues qu'après les élections. De même se comportent les bureaucrates, attachés au renouvellement de leur budget et à la pérennité de leur poste. Ainsi se comportent les syndicalistes, qui se livrent à la surenchère démagogique et compromettent l'avenir des entreprises et des emplois. Tous ces gens-là savent qu'ils ne récolteront jamais ce qu'ils ont semé, ils sèment donc à tout vent : ils sont obligés de prendre leur bénéfice sur-le-champ, ils travaillent dans le spec-

taculaire. A long terme, ils comptent sur l'exceptionnelle capacité d'oubli ou de résignation des électeurs, trompés chaque fois par des prévisions fantaisistes, des promesses non tenues.

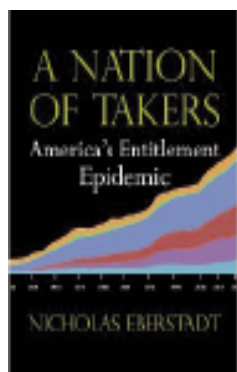


Les promesses électorales

Est-il surprenant que les électeurs acquièrent peu à peu le sentiment que leur vote ne sert pas à grand chose, et surtout pas à préparer l'avenir ?

La myopie n'est donc pas du côté que l'on croit en général.

Il n'est qu'à voir l'incurie qui a accompagné depuis un demi-siècle la gestion des retraites, de l'assurance maladie, la construction scolaire et le recrutement des maîtres, le logement social (un autre défi à l'économie naturelle !), voire la défense nationale et la justice. La seule chose que les gouvernants semblent savoir de l'avenir, c'est qu'on peut rejeter sur les générations futures le poids des erreurs commises aujourd'hui : la dette publique de l'Etat français a dépassé mille neuf cents milliards d'euros.



A Nation of Takers

Nicholas Ebersstadt

Malgré son format "Petit livre rouge" et ses 132 pages, cet ouvrage est une mine d'informations. Des centaines de chiffres et de statistiques montrent comment l'Amérique est devenue un Etat Providence à l'européenne.

Il y a quelques années, j'avais publié une étude qui comparait les systèmes redistributifs en France et aux Etats-Unis. Les conclusions auxquelles j'arrivais étaient complètement à l'opposé de ce qu'on avait tendance à croire en France : l'Amérique est très loin de la société « ultralibérale » qu'on invoque ici pour nous faire peur. Les dépenses sociales sont plus élevées en Amérique où l'on redistribue environ 5 % du PIB alors que la France ne redistribue « que » 2.7 % du PIB. Les Etats Unis ne sont pas vraiment le pays des laissés pour compte qui meurent de faim dans la rue. Ils ont leur cohorte d'assistés qui vivent bien, malgré la mise en place du programme Workfare par le président Clinton au milieu des années 1990. C'est ce que montre aussi Nicholas Ebersstadt dans ce livre dont le titre pourrait se traduire en français par « Une nation de profiteurs ».

L'auteur, économiste, démographe et Senior Fellow à l'American Enterprise Institute, recense les données depuis environ 50 ans dans un pays où les dépenses sociales sont passées du tiers du total des dépenses gouvernementales aux deux tiers aujourd'hui. Les transferts sociaux s'élevaient à 24 Milliards de dollars en 1960 et atteignent 2.400 milliards de dollars en 2010 : 100 fois plus ! (A titre de comparaison, les dépenses militaires s'élèvent à 700 Milliards de dollars). Ces transferts ont augmenté presque deux fois plus vite que le PIB par habitant. Parmi ces aides sociales figurent le « Income Maintenance Benefits », « Medicaid », « Medicare », « Social Security » et le « Unemployment Insurance Compensation ». Entre 1960 et 2010, les dépenses sociales sont passées de 19 % du total des dépenses fédérales à 43 %. Les aides contre la pauvreté représentaient environ 650 Milliards de dollars en 2010 après une augmentation moyenne de 7 % par an depuis 1960. Environ 49 % des Américains bénéficient d'une aide au logement alors qu'ils n'étaient que 30 % dans les années 1980.

Pour l'auteur, l'Amérique a fait une nouvelle Déclaration de... Dépendance. Plus de 50 programmes sociaux font profiter les Américains des largesses de l'Etat fédéral, donc de l'argent des contribuables... Très intéressant aussi le fait que les deux tiers des 100 comtés où la population reçoit le plus d'aides sociales ont voté pour des candidats républicains et non pas démocrates. Ceci montre que la redistribution massive n'a pas de couleur politique....

Environ 50 % des Américains bénéficient d'une aide sociale, qui représente en moyenne 7 200 dollars par personne. Environ 35 % des Américains reçoivent des aides sous forme d'argent ou de biens. Cette situation a rendu la population dépendante, assistée et moins motivée pour travailler et entreprendre.

Bogdan Calinescu

Nicholas Ebersstadt, A nation of Takers, Templeton Press, 2012

Site emploi-2017.org

Le gang des égalitaristes Qui sont-ils, que font-ils ?

Vous découvrirez avec profit le site emploi-2017.org où Bernard Zimmern, fondateur de l'IFRAP et prosélyte des « business angels », vous offrira presque chaque jour des articles d'actualité tendant à briser la désinformation dont nous sommes victimes.

Celle du 6 mars est consacrée à un organisme appelé « Observatoire des Inégalités », entièrement financé sur fonds publics, dont la vraie mission est de traquer les riches, les entrepreneurs, les financiers. La composition de cet Observatoire est révélatrice : sur les 26 membres du Conseil Scientifique, 13 sont ou ont été élèves ou professeurs à Science Po, 13 sont ou ont été au CNRS, 9 sont ou ont été à Alternatives Economiques, 7 sont ou ont été à l'EHESS, etc. L'article met en évidence l'influence que ces gens ont sur tous les médias. Un tableau nominatif indique comment chacun d'entre eux occupe des fonctions importantes dans les officines qui distillent la désinformation. Oui, il y a bien un « complot » des égalitaristes.

LE FIGARO

Jacques Garelo

Retraites : on a tout essayé

«On a tout essayé...sauf ce qui marche». Ainsi débute un article à paraître cette semaine dans Le Figaro. Le comité d'experts nommé pour travailler sur la réforme des retraites proposera sans doute les mêmes réformes « paramétriques » que celles essayées jusqu'à présent (âge de la retraite, baisse des pensions ou hausse des cotisations) et qui n'ont jamais marché. Il faudrait enfin passer à la seule réforme, systémique celle-ci : la capitalisation. Mais qu'attendre de ce comité de dix membres dont « l'économiste » n'est autre que Daniel Cohen, celui pour qui il n'y a pas de crise des retraites, il n'y a qu'une crise du capitalisme ?

J. Garelo rappelle qu'une cinquantaine de pays ont totalement ou partiellement adopté des comptes d'épargne retraite qui se substituent peu à peu à la répartition, qui n'occupe qu'une place résiduelle de « filet social ».